

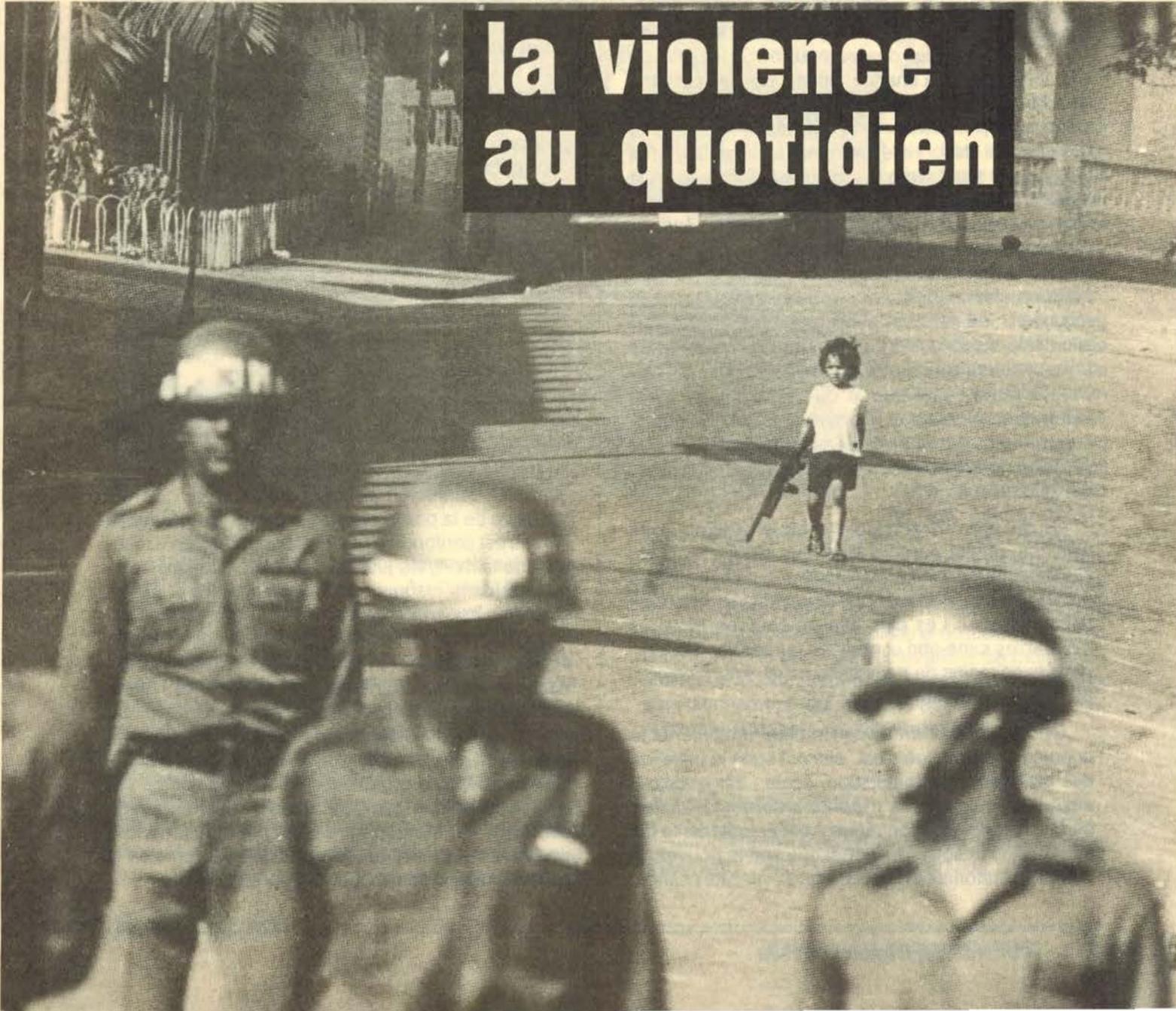
EN MARCHÉ I

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume IX, no 3, septembre 1988

Pour en finir avec
**la violence
au quotidien**



La violence quotidienne au Brésil

Le citoyen qui sort de la maison le matin doit être moralement préparé pour une véritable guerre où le nombre de morts et de blessés est scandaleux.

par Paulo Sergio Pinheiro

De la revue
Tempo e presença,
No. 229, avril 1988

Quand on parle de la violence dans le quotidien du Brésilien, ce qui saute aux yeux, c'est la criminalité. Par les nouvelles des journaux ou de la radio, on a l'impression qu'à chaque minute tous les citoyens sont en train d'affronter des menaces de crime. L'image est peut-être proche de la réalité. D'autres se souviennent de la violence dans la circulation et le danger que représente la conduite automobile ou la marche dans les grandes métropoles brésiliennes. Quelques-uns se souviendront même de la violence de la police ou d'autres fonctionnaires de l'Etat contre les citoyens honnêtes ou accusés de crime. Beaucoup manifesteront leur malaise devant le traitement reçu dans les services publics ou en toutes autres situations où ils doivent dépendre de l'attention de fonctionnaires de l'Etat ou d'une entreprise privée. Personne ne doute que le quotidien au Brésil est extrêmement violent et le citoyen qui sort de la maison le matin doit être moralement préparé pour une véritable guerre où le nombre de morts et de blessés est scandaleux.

Ce qui doit être précisé, c'est que le fait de cette violence affecte certains plus que d'autres. Cette situation ne concerne pas tous les groupes de la société indépendamment de leurs moyens ou conditions sociales. Les plus atteints sont les 70% des misérables sans-abri et pauvres qui essaient de survivre avec moins de deux salaires minimum (environ 80 dollars par mois).

On ne met pas en évidence cette majorité de la population parce que c'est elle qui subit la privation des biens sociaux (habitation, école, alimentation) auxquels seulement la minorité a accès. Quand on parle ici de violence, on réfère à cet autoritarisme qui existe dans la société; et quel que soit le gouvernement — dictatorial ou démocratique — rien ne change.

Groupe cible de la torture

Le crime atteint évidemment toutes les classes sociales. Parce qu'elles ont plus de visibilité, de biens et valeurs qui peuvent être pillés et un meilleur accès aux moyens de communication et aux autorités, ce sont les classes blanches et aisées qui se plaignent le plus. La plus terrible constatation provenant des statistiques c'est que les crimes contre les populations qui demeurent dans les périphéries des villes, dans les bidonvilles et les taudis (un contingent qui à Sao Paulo dépasse les 5 millions d'habitants) composent aussi les "classes cibles de la torture", celles pour qui les garanties des droits civils ne sont pas respectés. Les systèmes policier et judiciaire porte une attention spéciale à l'encadrement de ces classes et les crimes commis par elles sont ceux qui sont les premiers condamnés. Comme l'unique politique de sécurité publique mis en place par l'Etat est la violence explicite, on ne sort pas du cercle d'oppression des classes dominées et contrôlées par la violence criminelle.

C'est évident que le crime a des explications extrêmement diverses et compliquées, bien au-delà de la simple association entre délit et pauvreté. Même en faisant cette réserve, le taux élevé de criminalité au Brésil demeure directement lié à la violence arbitraire de la police et ses auxiliaires avec laquelle l'Etat s'est confondu à plusieurs reprises: les escadrons de la mort, les justiciers et les exécutions sommaires (dans lesquelles, la spontanéité est seulement une apparence; celui qui allume la flamme est toujours quelqu'un lié aux agents de la police ou aux classes oppressives). Sans parler de la torture qui continue à être régulièrement administrée dans pratiquement toutes les enceintes policières, du moins à Rio de Janeiro et à Sao Paulo. C'est la conclusion à laquelle est arrivé le rapport du **Americas Watch**, une organisation nord-américaine qui supervise la lutte pour les droits humains dans le continent, dé montrant que la pratique de la torture dans ces deux villes est une pratique courante de la police à l'égard des suspects et des criminels.

Témoinnage d'une journaliste qui part de réfugiée aux États-Unis



Bataille de la circulation

La violence de la circulation automobile doit être aussi placée en perspective. Au Brésil, il y a 15 millions d'automobiles comparativement à 150 millions aux États-Unis. A Sao Paulo, où nous avons dix fois moins de véhicules, les accidents sont dix fois supérieurs. Les accidents mortels de la route outrepassent les homicides. Qui meurt selon les recherches? Les personnes âgées et les enfants qui ne conduisent pas! Si le code criminel n'était pas aussi déficient, la loi aurait déjà défini des punitions plus sévères et efficaces contre les assassins... conducteurs d'automobiles. Il appert que les classes motorisées, dans leur grande majorité, sont blanches et que la plus grande partie des automobiles appartient aux

30% de gens qui mangent régulièrement.

Les morts de la circulation se succèdent sans que les victimes ne soient indemnisées ou les coupables responsabilisés criminellement ou civilement.

En plus de ces problématiques très évidentes — le crime, la répression en dehors des limites de la loi, la bataille de la circulation — ce qui retient l'attention au Brésil ce sont les petites scènes du quotidien. Toutes les situations où les citoyens doivent se rappeler que — plus forte que le droit et les garanties légales — existe une hiérarchie non écrite qui doit tout décider: quelques-uns commandent et les autres doivent

obéir. C'est alors que vient le "tu sais avec qui tu parles" rappelé par l'anthropologue Roberto da Matta et le sentiment "des classes qui doivent toujours savoir où est sa place", comme l'a démontré, dans un beau travail récent, le scientifique et politicien Guillermo O'Donnell. Ce sont ces observations de même que toutes les conduites irritantes que nous affrontons quotidiennement (qui elles ne sont pas écrites) qui nous font percevoir cet autoritarisme

Le droit de commander

Comment savoir où est sa place? Par quels signes reconnaître celui qui commande? Ce peut être la

couleur (les blancs ont plus de chance de commander), la position sociale, l'argent, dépendant du moment ou de la situation, ce peut être aussi les "petites autorités" dont le pouvoir de commander a été renforcé durant la période de la dictature. Comme il n'y avait pas de contrôle démocratique sur les autorités les plus grandes du pays, chaque "petite autorité" se croyait le maître et n'avait de compte à rendre à personne.

Maintenant, pourquoi les autres se maintiennent à "leur place"? La violence et la répression dont nous venons de parler sont des instruments importants et la majorité de la population vit effrayée par ces "institutions de la violence" que sont la torture et les exécutions sommaires. Il n'est pas nécessaire que tous soient effectivement soumis concrètement à la menace; l'avantage de la terreur c'est la force de son exemple et de sa rumeur.

Au-delà de cette oppression explicite, il y a certainement beaucoup de comportements qui sont intériorisés au sein de plusieurs classes sociales ou groupes de la société. C'est seulement à travers la construction de nouvelles solidarités-permettant d'affronter le contrôle et la répression -que ce "se tenir à sa place" indiqué par les gouvernants commencera à être ébranlé. La société brésilienne a été égalitaire seulement sur papier. Aucune période démocratique, encore moins dans cette présente transition, n'osé affronter ces mécanismes de contrôle soumettant la majorité de la population à une hiérarchie qui n'existe pas dans le droit.

Pourquoi cet autoritarisme reste-t-il intouchable? Est-ce dû à l'avantage décisif qu'il donne à ceux qui commandent ou bien est-ce sa contribution à la perpétuation des rapports entre pauvres et riches?

Un effort commun

Nous pourrions dire que pendant toute l'histoire républicaine, qui aura déjà 150 ans, la majorité de la

population a été soumise à une oppression parallèle, surveillée dans la parole, explicite dans la pratique.

Jamais les garanties libérales qui ont rempli la bouche de tant de penseurs et politiciens, n'ont été concrètement réalisées dans la société. La "nouvelle République" en regard de ce trait n'a rien d'original. Personne ne peut nier que la société a été intensément transformée pendant la dictature militaire; tant au niveau de l'Etat que de l'organisation de la société civile qui a résisté à l'arbitrage. On pouvait donc espérer que cette fois, au contraire de 1946, dans un pays aussi mobilisé socialement, la transition serait plus démocratique que cela ne l'a été dans la création du **Nouvel Etat**. Ce ne fut pas le cas. Parce que le discours démocratique au Brésil n'incorpore jamais le contrôle de la violence dans le quotidien de la majorité de la population. Comme si on pouvait accéder à la démocratie avec la torture, instrument privilégié de l'investigation policière.

Heureusement, cette ambiguïté (pour ne pas dire schizophrénie) du pouvoir et des classes dominantes était plus facile à préserver anciennement. Aujourd'hui avec les moyens de communication et l'organisation populaire brisant le silence de cet autoritarisme contre la majorité de la population, la tâche du contrôle arbitraire devient incroyablement plus onéreuse. Et la loi, la même loi, le même droit, dont se prévalent les oppresseurs, commence à offrir des instruments jamais utilisés pour la limitation de l'arbitrage.

Rien ne garantit que la situation se transformera magiquement. Mais des perspectives s'ouvrent pour que la violence quotidienne puisse être dominée, cependant que les conditions d'existence de la majorité des brésiliens ne s'altèrent pas. Impossible de penser à un quotidien sans violence, sans lutter en même temps, pour balayer la violence et l'exploitation quotidienne de la majorité de citoyens. Il ne faut pas s'attendre à ce que de la transformation sociale ou politique (comme on l'a déjà appris) surgisse spontanément la paix. Cette paix peut seulement être obtenue à travers des efforts concrets des citoyens.

Témoignage d'une demanderesse du statut de réfugiée aux États-Unis

Ce qui suit est extrait d'un affidavit de Maria Teresa Tula, veuve de Canales, militante pour les droits humains au Salvador. Le 6 mai dernier, le service de l'Immigration américain refusait sa demande d'asile politique après avoir reçu du Département d'État un avis dans lequel il émettait l'opinion que «il n'y a aucune preuve qu'une activité politique pacifique à caractère gauchiste puisse mettre sa vie en danger au Salvador», et que Tula est une «militante de premier plan dans la guérilla». Les allégations contenues dans l'avis du Département d'État ne reposent sur aucune preuve, et Tula les a toutes niées. Tula vit présentement aux États-Unis, où elle a entrepris une nouvelle demande d'asile politique.

Je suis Maria Teresa Tula, veuve de Canales. Étant dûment assermentée, je fais la déposition suivante et déclare :

Je suis née le 23 avril 1951 dans le village de Izalco, département de Sonsonate, au Salvador.

Jusqu'en janvier 1978 je n'avais jamais été impliquée dans la politique de quelque façon que ce soit. Mon mari travaillait pour le compte de Izalco Sucre et je m'occupais de nos quatre enfants tout en travaillant à laver et repasser des vêtements. Les conditions de travail à la compagnie de sucre étaient déplorables. En janvier 1978, plus de 1700 ouvriers décidèrent de faire la grève. Mon mari y participa activement.

Mon mari fut arrêté et emmené aux quartiers généraux de la Garde Nationale à San Salvador où il fut séquestré pendant trois jours. Le quatrième jour, il fut finalement traduit devant un tribunal militaire et reçut une sentence de six mois de prison. Quand je le visitai, il me raconta comment il avait été torturé - il avait été frappé aux parties génitales - il avait été suspendu au plafond et roué de coups.. un supplice surnommé "l'avion."

C'est après l'arrestation de mon mari que j'ai commencé à travailler avec CoMadres - organisme fondé

en 1977 - composé de femmes qui exercent des pressions pour la libération de leur mari et d'autres membres de leur famille qui ont été emprisonnés, qu'on a fait disparaître / assassiner. CoMadres exige aussi du gouvernement le respect des droits humains.

En juin 1978, mon mari fut remis en liberté. Nous décidâmes alors de déménager à Santa Ana. Là, mon mari trouva un travail comme poseur de briques. Il n'exerçait aucune activité politique.

Je devais voyager à San Salvador à quelques reprises durant la semaine afin de remplir ma tâche pour les droits humains avec CoMadres. Nous convoquions des conférences de presse lorsque des gens disparaissaient, nous placions des annonces dans les journaux pour rendre publique la détention de telle ou telle personne, demandant sa remise en liberté ou tout au moins qu'une accusation soit portée et que cette personne soit jugée.

En mai 1980, mon mari, moi et mes enfants déménagions à Sonsonate. Mon mari y avait trouvé un travail dans la construction de maisons. A peine un mois après notre arrivée, il fut assassiné. Je me rappelle que le 19 juin quatre civils armés jusqu'aux dents vinrent à la maison. Ils demandèrent pour mon mari et déclarèrent devoir l'emmener au poste de police municipal, soi disant qu'il avait été témoin d'un vol. Le samedi, sa photo était dans le journal - on déclarait qu'il était membre de la guérilla et qu'il avait été tué lors d'une confrontation avec les Forces Armées - on prétendait qu'il était caché dans une maison remplie d'armes. Mensonge énorme! mon mari n'avait jamais fait partie de la guérilla. Depuis la grève du sucre en 1978 il ne s'était plus mêlé de politique. Lorsque je suis allée réclamer son corps, le juge qui l'avait identifié me dit que mon mari avait été exécuté par les Forces Armées - pieds et poings liés il avait reçu une balle dans la tête.

Après les funérailles, nous retournions à la maison et des voisins vinrent m'avertir que ma maison était sous surveillance militaire - des soldats entouraient la maison et passait tout au peigne fin. Je ne suis jamais retournée - lorsqu'un membre d'une famille est ainsi

assassiné il est fréquent de constater que les autres sont aussi en danger.

De juin 1980 au mois d'août 1982, j'ai vécu avec mes enfants à San Salvador. J'étais très active avec CoMadres. Les Escadrons de la mort de la droite et les Forces de l'ordre exerçaient des pressions immenses sur le groupe CoMadres. En 1980, le bureau de CoMadres - lequel abritait aussi la Commission non-gouvernementale des Droits Humains - fut bombardé à deux reprises. Un grand nombre de cadavres décapités et non identifiés jonchaient le sol devant le bureau.

Au cours de cette période, de nombreux membres de la Commission des Droits Humains furent assassinés.

En 1982, l'Archevêque Rivera y Damas reconnut le travail accompli par CoMadres et nous alloua un espace de bureau à l'archevêché. Nous convoquâmes donc une conférence de presse pour annoncer notre déménagement, aussi pour expliquer nos activités et pour donner de l'information aux gens ayant besoin de notre aide. Ceci eut pour résultat la parution dans les journaux - par l'escadron de mort Maximiliano Hernandez - d'une menace de mort à l'endroit des membres de CoMadres. On nous ordonnait de ne plus rien faire paraître dans les journaux et de ne plus convoquer des conférences de presse - à défaut de quoi on ferait décapiter / disparaître, un à un, les récalcitrants.

Peu de temps après, des civils commencèrent à venir à la maison pour me poser des questions. Des gens qu'on ne pouvait reconnaître à leur façon de se vêtir surveillaient continuellement la maison et chaque fois que je devais m'absenter, ils harcelaient mes enfants de questions.

Je me rendis compte à ce moment-là que ma vie était en danger et je décidai de partir pour le Mexique.

A l'automne 1984, CoMadres fut choisi pour recevoir le trophée Robert F. Kennedy en reconnaissance de son travail pour les droits humains. Avec trois autres membres je fus choisie pour aller recevoir le trophée à Washington. Peu après, je décidais de retourner au Salvador. Je me disais qu'avec cette marque d'attention et de reconnaissance internation-

ale, les risques étaient moindres. Il y avait aussi le fait que Jose Napoleon Duarte venait d'être élu Président - il avait promis lors de sa campagne électorale de respecter les droits humains et d'initier des enquêtes sur les disparitions et les assassinats qui avaient été commis. Je croyais qu'il serait soucieux de ne pas alerter l'opinion internationale, il éviterait donc toute attaque contre ma personne.

Le 4 octobre 1984, je retournais au Salvador avec mes enfants. A la mi-novembre le groupe de CoMadres choisi pour voyager aux Etats-Unis - dont je



faisais partie - se rendit à l'Ambassade américaine pour demander des visas. Quelques jours plus tard, nous nous rendîmes compte que ceux-ci nous avaient été refusés.

Un peu plus tard, parut un article dans le journal salvadorien La Prensa Grafica. Nos noms y figuraient et l'on citait une déclaration du "U.S. Department of State" à l'effet que nos visas avaient été refusés parce que nous avions des ramifications avec les communistes. Le fait d'associer nos noms aux communistes dans les journaux, donnait somme toute feu vert aux Escadrons de la mort de nous assassiner.

Quelques jours après que nos visas nous fussent refusés, l'Ambassade américaine informait le public, la Fondation Kennedy et une délégation de droits humains que nos visas avaient été refusés parce que nous étions en relation directe avec la guérilla. Nous demandâmes une audience à l'Ambassadeur afin

qu'il puisse nous donner une preuve de cette allégation mais il refusa de nous rencontrer.

A partir du moment de ce refus, nous remarquâmes une surveillance accrue à notre égard. A peu près au même moment - en décembre 1984 - trois de notre groupe de quatre furent invités pour une tournée européenne. Nous partîmes donc le 20 janvier 1985 pendant trois mois pour l'Espagne, la Hollande, la Suisse, l'Angleterre, la Grèce, l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, la Norvège et la Suède. Nous rencontrâmes Mme Mitterrand, Mme Papandreou et d'autres femmes bien en vue. Nous rencontrâmes aussi Willy Brandt et des représentants des Nations-Unies à Genève. Nous comptions sur le fait d'être ainsi connues dans de nombreux pays pour nous donner plus de protection à notre retour au Salvador. En avril, lorsque nous retournâmes, des parlementaires européens nous accompagnèrent - ils voulaient s'assurer qu'il ne nous arriverait rien de fâcheux.

En janvier 1986, un appel téléphonique parvint au bureau de CoMadres. Cet appel provenait de parlementaires européens qui avaient ouï dire que les trois d'entre nous qui avaient participé à la tournée avaient été capturées et trouvées sans vie. Ceci se passait quelques mois seulement avant que je sois réellement capturée - en mai. Je soupçonne maintenant qu'il s'agissait de vérifier la réaction internationale.

Le 6 mai 1986, je fus attaquée à un arrêt d'autobus. Un homme me poussa à l'intérieur d'une automobile blanche qui était stationnée à cet endroit et dont les portières étaient ouvertes. On me força à m'étendre à plat ventre au fond de l'auto et l'auto circula en rond a quelques reprises afin que je ne puisse identifier l'endroit où l'on m'emmenait. Les trois hommes qui m'avaient capturée me conduisirent à une maison. Ils me bandèrent les yeux et m'attachèrent poings liés à une chaise. Ils commencèrent à m'interroger sur mon identité, ce que je faisais dans cet endroit, si je connaissais des membres de CoMadres. Je fus détenue pendant trois jours. Lors de cette détention, je fus violée et sauvagement battue par les trois hommes - j'avais toujours un bandeau sur les yeux. J'étais alors enceinte de sept mois. Je ne reçus qu'un peu d'eau, aucune nourriture. Peu après ils me lacérèrent le ventre avec un objet pointu. Ils me posèrent davantage de questions au sujet de CoMadres. Devant mon affirmation d'ignorer tout, ils menacèrent de me tuer. Ils me laissèrent ainsi pour la nuit - j'étais attachée et je ne pouvais rien voir.

Le lendemain ils recommencèrent l'interrogatoire et menacèrent à nouveau de me tuer. Ils continuèrent à me blesser avec l'objet coupant mais en l'enfonçant plus profondément dans la chair. A la fin, ils me mirent

dans la voiture et m'avisèrent de ne pas regarder où nous allions ou j'allais recevoir une balle dans la tête. Ils me relâchèrent dans le parc Cucatlan.

Je fus arrêtée de nouveau le 28 mai. Les civils qui m'arrêtaient étaient aussi armés jusqu'aux dents - j'appris plus tard qu'ils étaient de la Police du Trésor.

Je fus torturée pendant quatre jours. J'étais alors enceinte de sept mois et demi. Ils me rouèrent de coups.

Dix jours plus tard, la Croix Rouge Internationale et la Commission gouvernementale des Droits Humains vinrent me rendre visite. Ils m'informèrent que j'étais détenue aux quartiers généraux de la Police du Trésor et que j'étais accusée de terrorisme. Je ne fus jamais jugée, ni accusée. Je pus trouver un endroit pour quatre de mes enfants, toutefois ma fillette de six ans et mon fils nouveau-né sont demeurés en prison avec moi.

Le 22 septembre, lors d'une cérémonie publique, le Président Duarte ordonna ma remise en liberté. Lors de cette cérémonie, j'ai pu reconnaître très bien dans l'assistance un de mes tortionnaires.

Après ma libération, j'étais terrifiée à l'idée de retourner au bureau de CoMadres. Ma maison était toujours surveillée. Je craignais aussi pour mes enfants, je n'étais pas sans savoir qu'on se servait parfois des enfants pour atteindre les parents. Je savais qu'il n'y avait plus de place pour moi au Salvador.

Quelques jours avant de quitter le Salvador, j'appris que j'avais été invitée pour parler devant le Congrès Américain et d'autres groupes aux E.-U. C'était une bonne occasion pour moi de trouver un abri temporairement.

A la fin de février 1987, j'appris que mon visa pour les Etats-Unis m'était refusé. Une fois encore on prétendait que j'étais membre d'une organisation communiste ou anarchiste.

Je savais que je ne pourrais séjourner beaucoup plus longtemps au Mexique, mon visa allait expirer et je n'avais aucune chance d'y obtenir la résidence permanente, il me restait l'asile aux Etats-Unis.

Après toutes les souffrances et la torture que j'y ai subies, je sais fort bien que si je suis forcée de retourner au Salvador je serai assassinée ou l'on me fera disparaître. Lors de ma capture et de mon interrogatoire, on m'avertit que si j'étais arrêtée une autre fois ou si je continuais à travailler avec CoMadres, je serais tuée. C'est pourquoi je demande respectueusement que ma demande d'asile politique me soit accordée!

Vaste fraude électorale au Mexique

Le plus grand mouvement d'opposition populaire depuis 50 ans

par Jean Robitaille

Le 16 juillet dernier, 10 jours après la tenue des élections au Mexique, 500 000 personnes ont envahi le centre de México pour dénoncer la fraude électorale et proclamer gagnant le candidat de l'opposition, Cuauhtémoc Cardenas. Au cours du mois suivant, la mobilisation populaire s'est poursuivie. Dans toutes les principales villes du pays, des manifestations ont eu lieu sous l'égide soit de la coalition des partis politiques de centre et de gauche qui soutenait la candidature présidentielle de Cardenas, soit du parti d'action nationale (droite populiste) et son chef, Manuel Cloutier.

Le mécontentement de la population ne cesse de grandir alors que les allégations et la preuve concernant les multiples irrégularités commises lors d'élections continuent à s'accumuler. Dans une lettre pastorale invitant le gouvernement à un plus grand respect de la démocratie, l'Evêque de Cuernavaca relevait entre autres faits, la disparition de boîtes de scrutin et les "votes à répétition" effectués par de mêmes personnes à différents bureaux de votation. L'encre utilisée pour identifier les gens qui avaient voté s'effaçait effectivement très facilement avec de l'eau et du savon. On a par ailleurs comptabilisé près de 500 bulletins de vote dans une boîte de scrutin où l'on n'avait que 50 électeurs-trices inscrit-e-s!

D'autres faits laissent aussi songeur. Ainsi, alors que Cardenas récoltait partout au pays entre 30 et 50 pour cent du vote, il n'aurait reçu que 1,6 % d'appui au Yucatan !

Régime démocratique ou dictatorial ?

Le parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI - droite classique) au pouvoir depuis 60 ans au Mexique a su imprimer et affermir son contrôle sur divers aspects de la vie publique. Au cours de ce long "règne", le PRI a imposé son influence aux plus importantes centrales syndicales comme aux diverses institutions de sécurité sociale. Il s'est même rendu responsable de la gestion du système de taxi à l'aéroport de México. On découvre ainsi au Mexique un régime politique où le parti au pouvoir depuis 60 ans se confond avec

l'Etat. Exemple probant de cela, la Commission fédérale électorale chargée de l'organisation des élections et du dévoilement des résultats est une commission du PRI !

La Commission n'a accepté de rendre publique que la première moitié des bulletins de vote comptabilisée qui donnait 39 % à Cardenas, 36 % à Salinas et 21% à Cloutier. Elle n'a par la suite accepté de divulguer que le résultat global des élections. Le candidat du PRI, Carlos Salinas, aurait remporté la victoire selon les résultats communiqués par la Commission électorale. Les chiffres officiels donnent 50 % au candidat du PRI, 31 % à Cardenas et 17 % à Cloutier.

La première contestation depuis plusieurs décennies

Si la population mexicaine se mobilise acuellement pour protester contre cette fraude, c'est que pour la première fois depuis bien longtemps, un candidat de l'opposition a réussi à se rallier une très large coalition politique. En effet, alors que la gauche se présentait toujours à l'électorat en rang dispersé, elle a décidé cette fois-ci de se regrouper derrière Cardenas, candidat réformiste et libéral, ancien membre du PRI et fils d'un célèbre président mexicain qui nationalisa l'industrie pétrolière dans les années 30.

L'opposition pouvait donc, à juste titre semblait-il, espérer gagner les élections. Tel ne fut pas le cas, les fraudes se chargeant de maintenir le statu quo.

À l'horizon ... une réforme du système électoral

Même si la mobilisation du peuple et les actions de désobéissance civile se poursuivent, il serait fort étonnant de voir le gouvernement fléchir dans le sens d'une annulation du résultat des élections. L'important bloc de parlementaires de l'opposition (240 contre 260 députés pour le PRI) pourrait cependant en conjugaison avec l'actuelle mobilisation, tenter d'obtenir une réforme du système électoral dans les années qui viennent. Déjà, Carlos Salinas, nouveau président déclaré élu, a reconnu, la nécessité d'opérer une réforme visant à garantir une démocratie plus transparente.

Marche silencieuse de 45 000 personnes au Paraguay L'Église dénonce la répression contre le clergé

L'Église du Paraguay a organisé, le 6 août dernier, une marche silencieuse de 45 mille personnes pour protester contre la campagne de persécution à l'endroit du clergé lancée par le gouvernement dictatorial du général Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis plus de trente ans.

La marche qui a eu lieu dans les rues de la capitale Asuncion, s'est déroulée sans incident.

Le secrétaire général adjoint de la Conférence épiscopale paraguayenne, Jorge Talavera, a dit que la protestation fut "l'expression de l'unité de l'Église contre la persécution dont elle est l'objet de la part des gens du gouvernement."

La radio catholique Caritas a évalué à 45 000 personnes le nombre de participant-e-s à la manifestation qui s'est produite 12 jours après que le gouvernement eut expulsé en Argentine le Père Juan Antonio de la Vega, jésuite espagnol.

"C'est la plus grande manifestation de protestation contre le gouvernement de Stroessner depuis les 30 dernières années", selon Domingo Laino, président du parti interdit - le parti libéral radical et authentique.

Il semble que Stroessner âgé de 75 ans, ait autorisé la tenue de cette procession afin d'éviter le déclenchement d'un affrontement ouvert avec l'Église.

«La vérité les rendra libres»

La manifestation s'est déroulée dans le silence complet et selon les consignes prescrites par les autorités ecclésiastiques, aucune pancarte anti-gouvernementale n'était portée.

L'Archevêque d'Asuncion, Ismael Rolon, qui ouvrait la marche a souligné que "dans notre situation, le silence est aujourd'hui plus éloquent que la parole."

Un groupe de prêtres ouvrait la marche en portant une banderole où l'on pouvait lire : "La vérité nous fera libres." Il s'agit là d'une des phrases célèbres utilisées par Jean Paul II lors de sa récente visite - en mai dernier.

Un fort contingent de sécurité de plus de 5 000 policiers a encadré cette marche qui s'est conclue par une messe au grand air en face de la cathédrale.

Dans son homélie, l'Archevêque Rolon a lancé "un appel à la réconciliation des paraguayens" et a prié pour l'unité familiale et pour qu'à l'intérieur du pays "la vérité s'impose face aux mensonges qui habitent notre société."



Le «solidarisme», un nouveau piège

Pour faire échec aux syndicats «communistes», cette «alternative chrétienne» au syndicalisme met de l'avant la solidarité forcée entre travailleurs et patrons.

Durant la dernière semaine de mai, les dirigeants des centrales ouvrières ont discuté avec le président José Azcona Hoyo, la politique du travail du gouvernement et l'acharnement de l'entreprise privée hondurienne pour étendre les Comités de développement ou "Association de solidarisme" à l'intérieur des organisations de travailleurs.

Les Associations de solidarisme constituent un nouveau schéma d'idéologie corporatiste mises de l'avant par les entreprises avec la caution du gouvernement et qui violent les droits de la libre syndicalisation des ouvriers.

A cette réunion avec Azcona Hoyo, ont participé les représentants suivants : Hector Hernandez de la Fédération unitaire des travailleurs du Honduras (FUTH), Victor Artilles de la Confédération des travailleurs du Honduras (CTH) et Felicitó Avila de la Centrale générale des travailleurs (CGT).

Durant cette rencontre, les syndicalistes ont remis au président un document où ils exigent la formation d'une Commission tripartite (travailleurs, mouvements coopératifs et gouvernement) pour enquêter sur les modalités, les activités et les buts que poursuivent les

associations "solidaristes". Ils ont aussi demandé de donner des ordres au Ministère de l'Intérieur et de la Justice et à celui du Travail et de Prévision sociale afin qu'ils refusent les requêtes de procuration juridique aux solidaristes.

De plus, ils ont annoncé qu'ils sollicitent du Législateur des décrets de réforme du Code du travail afin d'empêcher la création de tels organismes parallèles, dirigés et financés par les patrons.

L'apparition des associations solidaristes au Honduras est devenue un facteur d'unité du mouvement ouvrier étant donné que leur expansion se réalise dans n'importe quel syndicat local, peu importe l'idéologie de chaque centrale de travailleurs.

La situation du solidarisme au Honduras

Le solidarisme a débuté au Honduras le 12 juillet 1985 quand on a formé l'Association solidariste des travailleurs non-syndiqués de la Cie Polymer S.A. (capitaux américains) dans la ville de San Pedro Sula au nord du pays.

Orientation politique de chaque centrale de travailleurs

FUTH : Affiliée au Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine et à la Fédération syndicale mondiale. Elle est indépendante de toute allégeance politique mais pour le régime hondurien c'est une organisation "communiste".

CGT : Affiliée à la Confédération sociale-chrétienne latino-américaine des travailleurs et à la Confédération mondiale du travail. C'est l'organisation la plus anti-communiste du pays. En certaines circonstances il lui arrive de collaborer avec le régime. Cependant elle se maintient dans l'opposition puisque son comité directeur fut approuvé et soutenu depuis environ deux ans par

le Parti national de droite.

CTH : Affiliée à l'Organisation interaméricaine du travail et à la Confédération internationale des organisations syndicales libres. Elle représente au Honduras l'orientation imposée par la American Federation of Labor and the Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) et reçoit ses directives de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (IADSL) organisme du gouvernement américain. La direction de la CTH s'est toujours montrée au cours des années, en faveur du gouvernement. Dernièrement, elle s'est définie comme sociale-démocrate et actuellement, après la FUTH c'est la seconde centrale qui s'oppose au gouvernement.

tendu au mouvement syndical

Cette alternative anti-syndicale développée par les capitalistes honduriens en est à ses débuts. Cependant en moins de trois ans, Polymer a étendu son "Club de travailleurs" dans quinze usines dans lesquelles elle contrôle les investissements et qui fabriquent des plastiques et autres produits dérivés.

Il y a au moins deux syndicats de la FUTH qui ont été absorbés par les associations solidaristes dont le

syndicat de l'usine de Polymer. Les autres syndicats disparus appartenaient à la CTH et à la CGT. Des associations solidaristes ont été fondées dans de petites entreprises de moins de trente personnes où la législation du travail ne permet pas la création de syndicat. Font partie de ce groupe, des entreprises de services comme l'industrie hôtelière et quelques groupes du secteur public de la santé. →

Qu'est-ce que le solidarisme ?

- Ses idées fondamentales sont réunies dans le livre : "La Métaphysique de l'Argent" du costaricain Alberto Marten Chavarria, publié en 1949.
- La pensée initiale de Marten a été combinée à la doctrine sociale de l'Eglise catholique qui a reconnu au mouvement solidariste une possible alternative chrétienne aux syndicats "communistes".
- Le solidarisme n'a rien à voir avec le concept de solidarité défini par le mouvement syndical. Au contraire, il prétend créer la solidarité entre les travailleurs et le patron.
- Pour atteindre cet objectif, on forme des associations solidaristes de travailleurs dans une usine, une exploitation agricole ou n'importe quelle entreprise. Les employés se réunissent pour mettre sur pied un plan solidariste qui consiste à former un capital avec le contribution des membres et la collaboration du patron. L'apport de celui-ci est proportionnel aux salaires payés. Les deux types de contribution constituent le mécanisme fondamental du solidarisme.
- Selon le solidarisme, son plan permet au travailleur de faire des économies personnelles. De plus, la contribution patronale forme une véritable réserve pour la retraite volontaire de l'employé ou pour payer les éventuelles indemnités prescrites par la loi, que l'entreprise doit payer dans le cas de rupture de contrat de travail.
- Une des caractéristiques du solidarisme, et qui constitue une différence radicale avec le syndicat, c'est que c'est ouvert à tous les employés de l'entreprise y compris les cadres et même le patron. Les réunions des solidaristes se tiennent durant

les heures de travail, ce qui est absolument défendu aux syndicats.

- Le solidarisme assure qu'il est "démocratique, libre de toutes allégeances politique, religieuse ou idéologique" mais dans la pratique il met l'emphasis sur une série de principes qui se rapportent à la politique et à la religion.
- Au Guatemala, par exemple, le développement du solidarisme a pu se réaliser grâce à la faiblesse du syndicat, à la répression et à l'appui patronal. On a aussi établi une relation entre le mouvement contre-révolutionnaire et le solidarisme.
- Le solidaristes développent une nouvelle possibilité. Ils préconisent la coopération entre les travailleurs et les patrons, dans le but de faciliter l'obtention de crédits. En les faisant participer à la propriété du capital, ils causent un changement dans la lutte en vue de conscientiser les travailleurs qui doivent choisir entre la lutte des classes d'une part et la dignité individuelle et l'acquisition de biens personnels, d'autre part.
- Le solidarisme pénètre plus facilement dans les entreprises où il n'existe pas de syndicat. Toutefois, il essaie aussi d'entrer dans des usines où des syndicats militent et cela provoque des affrontements entre les syndiqués et les solidaristes. Bien des conflits sont provoqués par les patrons."

Source : Centre extérieur de rapport d'information sur le Guatemala, Service spécial (nov.-déc. 1987)

Une des percées les plus importantes du solidarisme, c'est chez le groupe de travailleurs de la multinationale américaine minière - American Pacific Holding - filiale de la AMAX. Cette entreprise a été transférée sur papier le 20 octobre 1987, à une autre filiale de AMAX, la Rosario Resources Corporation afin d'anéantir le syndicat ouvrier de El Mochito, affilié à la CGT. Après avoir atteint cet objectif, la multinationale minière a développé une des organisations solidaristes les plus nombreuses du pays.

Le solidarisme au Honduras est principalement présent dans le secteur industriel. Alors que ces organisations ne figurent même pas dans le Code du travail, elles sont reconnues par le Ministère de l'Intérieur et de la Justice et par celui du Travail et de Prévision sociale. Le premier donne les droits commerciaux et reconnaît sa constitution comme association de caractère civique et le second légalise et met en vigueur ses statuts.

La lutte primordiale du syndicat hondurien, c'est de s'opposer à ce que les associations solidaristes ne reçoivent pas la reconnaissance légale tant et aussi longtemps que les patrons investissent de fortes sommes pour développer ces associations.

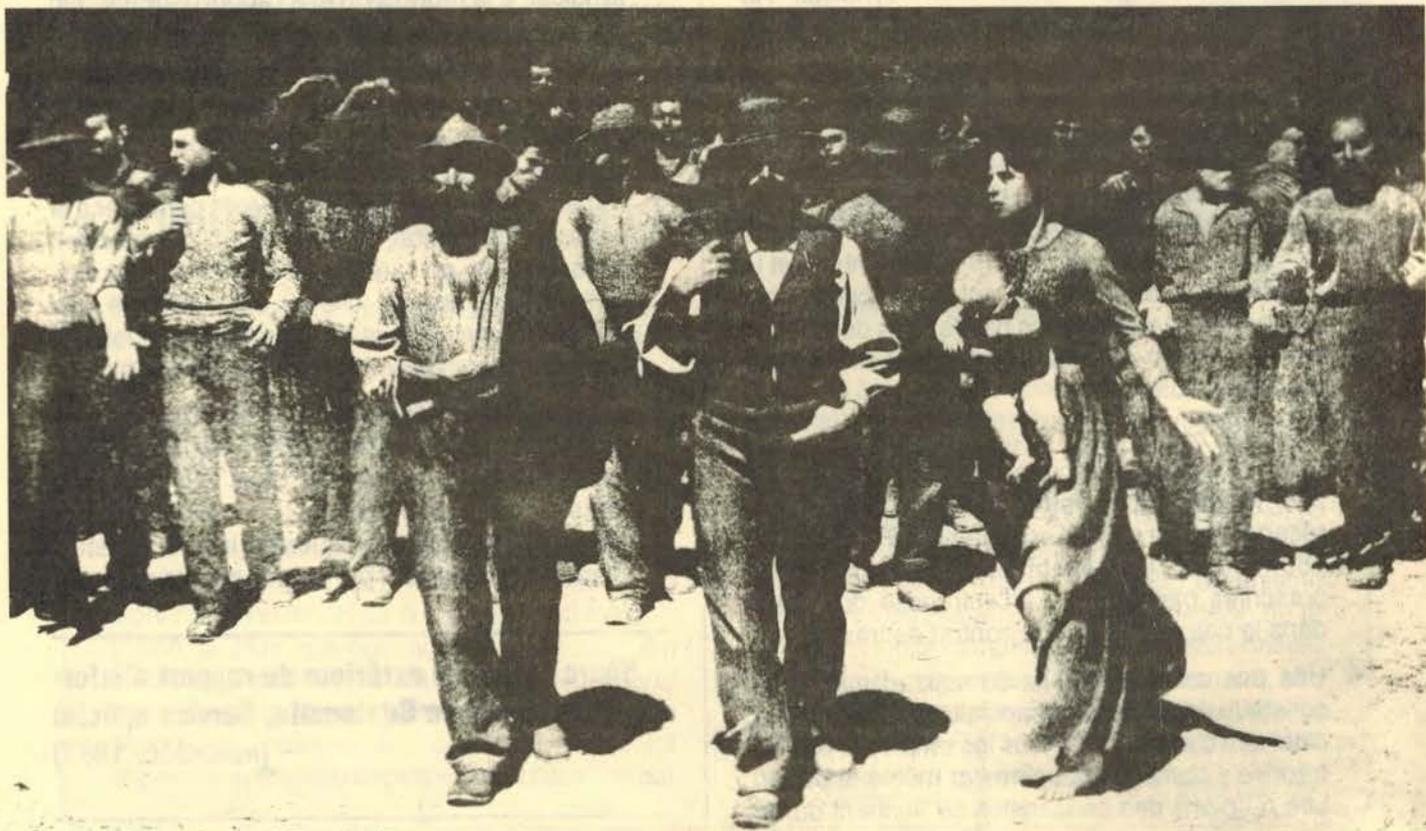
Les entreprises solidaristes honduriennes

reçoivent aussi l'appui de leurs homologues costariens. La présidente de la Banque d'épargne hondurienne, Carol Smith, dans sa déclaration au journal El Heraldo du 1er juin sur son voyage au Costa Rica pour observer le développement du solidarisme dans ce pays a dit que les "unions solidaristes au Honduras peuvent coexister dans une même entité et que le solidarisme avance à pas de géants."

Dans une des entreprises de Carol Smith, la Compagnie d'assurances hondurienne S.A., on vient d'instituer une association solidariste, démembrant par le fait même, le syndicat.

La campagne dans les médias est aussi importante. Le journal La Prensa dénonçait de prétendues représailles du Syndicat des travailleurs de la multinationale bananière Tela Railroad Company (SITRATERCO) contre les solidaristes de cette entreprise. L'intention du journal est de donner l'impression de répression de la part du syndicat face à un prétendu mouvement solidariste parallèle à l'intérieur du syndicat (SITRATERCO).

La stratégie patronale du solidarisme est subtile et silencieuse dans chaque entreprise; la force d'organisation de chaque syndicat demeure le facteur important de lutte contre le solidarisme.



La théologie de la petite libération

par **Leonardo Boff**

Tempo y presença,
no 229, avril 1988

La théologie de la libération a connu un processus de réduction croissante. Au début, dans les années soixante, la théologie s'est penchée sur la division la

plus profonde chez les sociétés latino-américaines, celle entre la pauvreté et la richesse, l'exploitation et l'accumulation. C'est une injustice qui nous renvoie à la critique et au dépassement du système social qui continuellement produit et reproduit cette dualité atroce. Le sujet d'une telle transformation serait les classes populaires exploitées, articulées entre elles et porteuses d'un projet démocratique de base, ex-

pression latino-américaine de l'utopie socialiste. Mais les oppressions ont beaucoup de visages. Nous sommes conscients de l'oppression de type culturel et ethnique. Les cultures-témoins d'Amérique latine (Incas, Mayas, Quetchuas, Aymaras, Tupi-Guaranis et d'autres) ont été violemment soumises et, en grande partie, détruites. C'est une grâce de Dieu qu'elles persistent encore pour pouvoir dénoncer le déchirement qu'elles ont subi et refaire les matrices qu'en dépit de l'oppression elles ont gardées.

C'est pourquoi on est en train d'élaborer une théologie de type libérateur qui a peu de rapport avec la théologie culturaliste et populiste développée ailleurs dans ce continent. Ensuite, nous sommes devenus plus conscients de l'oppression de type racial, surtout celle des noirs. Il s'agit de la plus onéreuse des oppressions dans notre société. Les noirs ont été réduits en esclavage et jusqu'à nos jours ils en gardent les plaies. Ils ont



été réduits à la condition de pièces et de combustible humain pour alimenter la machinerie de production du sucre, du tabac et du café. Dans la mentalité de nos classes dominantes persiste encore l'idée que le noir n'est pas tout à fait un être humain et donc qu'il peut être discriminé et traité avec violence. Aux États-Unis d'abord, et aujourd'hui un peu partout en Amérique latine, émerge maintenant une vigoureuse et prophétique théologie noire de la libération. Il s'agit de racheter la dignité de la race noire, la légitimité de sa culture et la validité de ses religions.

On a identifié également un autre type d'oppression, sexuelle, de la femme, soumise depuis des siècles dans presque toutes les cultures à la domination de l'homme. Notre culture et nos matrices de perception de la réalité, y inclus la religieuse, sont machistes et donc marginalisent la femme. Le résultat de cette réflexion et de la pratique de libération qui en découle, c'est une vigoureuse théologie féministe qui permet à tous — hommes et femmes — d'être plus pleinement humains. Finalement, la réflexion s'est tournée vers d'autres formes d'oppression qui demandent elles aussi une libération correspondante — les vieux, les mineurs, les chômeurs, les drogués et les sidatiques.

Chaque oppression spécifique demande une libération spécifique. Pourtant, il ne faut pas perdre de vue l'oppression fondamentale, qui est socio-économique. Les autres sont toujours déterminées par cette oppression de base. L'oppression socio-économique renvoie à la lutte des classes (condamnée par Dieu et pas voulue par la chrétiens, malgré sa brutalité factuelle); là, les groupes révèlent leur antagonisme et leurs intérêts irréconciliables. La lutte de la femme, du noir, de l'Indien met en jeu des groupes non-antagoniques par nature. Leurs intérêts de base, en principe, sont conciliables. Le noir peut se concilier avec le latin, l'Indien avec l'homme de culture technique, la femme avec l'homme. L'ouvrier exploité dans notre système ne pourra jamais, cependant, se concilier avec le patron qui l'exploite. Cette oppression socio-économique aggrave les autres : les noirs, les Indiens et les femmes sont d'autant plus dominés quand ils sont exploités et appauvris.

Ces différentes oppressions se rapportant à une autre de base (mais pas exclusive, la socio-économique), demandent un processus de libération qui vise une nouvelle forme de relations de production, d'agencement politique et de création de valeurs. C'est ce grand projet, à caractère politique aussi bien qu'utopique, qui est présent dans toutes les luttes des opprimés. Ils sont les porteurs de cette nouvelle espérance, les agents fondamentaux des transformations, appuyés par des alliés qui ont assumé leur

cause, leurs luttes et leur destin. C'est sur cette perspective que la théologie de la libération, dans ses expressions diverses, travaille fort et de façon articulée.

Présence militante

Mais il y a une autre réduction de la théologie de la libération, lourdement présente chez ceux qui militent dans le quotidien avec les opprimés et les misérables. La théologie de la libération impose au théologien une exigence d'incarnation et de participation militante dans le cheminement du peuple. À mesure qu'il pénètre dans le continent des opprimés, il découvre un nouvel univers, une nouvelle culture, une nouvelle espérance ou des formes extrêmes de désespérance.

À ce niveau, la théologien se tait de plus en plus. Désormais, c'est son cœur et ses mains qui lui sont exigés, plutôt que sa bouche ou sa tête pensante. Ici on arrive à un niveau vraiment ultime, Au-delà c'est la mort. Le projet de base c'est la survie : s'assurer d'un minimum de nourriture, une fois par jour; comment et où se cacher pour passer la nuit et garder ses piètres biens; comment empêcher un fils, malade chronique, de mourir; comment préserver minimelement les rapports mari-femme et parent-enfants.

Là, il ne s'agit pas du grand projet de libération, des structures économiques, des directions politiques, des alliances nécessaires, de l'articulation avec les autres fronts de libération. À un niveau objectif, tout cela est indispensable et nécessaire pour transformer la situation de misère. Mais la densité de l'oppression et l'étourdissement de la lutte pour la survivance empêchent de formuler au niveau subjectif de telles questions. Elles sont déjà secondaires. Elles présupposent déjà l'assiette pleine, le lit qui est fait, le transport garanti.

Dans ces circonstances, on découvre l'iniquité de la pauvreté. Elle est un péché que Dieu ne pourra jamais vouloir (n'aura jamais pu vouloir). Elle est tellement perverse qu'elle déstructure les gens par endedans : ils deviennent extrêmement individualistes (puisqu'il s'agit s'assurer leur propre survivance biologique), jaloux, amers et surchargés des désirs que la domination capitaliste leur insinue. Ils blasphèment contre Dieu. Ils se corrompent dans leurs relations humaines, sexuelles et économiques. C'est ici que le théologien commence à penser. Si Dieu existe, c'est pour ces gens-ci. Si Dieu n'existait pas, nous devrions l'inventer pour donner un sens ultime à ces serfs souffrants, victimes du système social, pour revendiquer une dernière justice qui va refaire leurs vies.



Enfants aimés

Si le ciel n'est pas à ceux qui n'ont connu sur la terre que l'enfer, alors je ne veux pas entrer dans le ciel des bons moralistes. Ce serait un Dieu sans cœur! Comment vivre éternellement avec un Dieu qui n'a pas de cœur? Ces condamnés de la terre ne sont que condamnés de la terre, mais ils sont les enfants aimés de Dieu. Ils actualisent constamment la figure du Serf Souffrant. Ils sont sauvés non pas parce qu'ils possèdent les vertus, mais parce qu'ils participent de la Passion du Fils de Dieu à travers leur propre passion à chaque jour. Leurs blasphèmes sont des prières que Dieu écoute et qui lui plaisent.

C'est peut-être à cause d'eux que le salut est accordé en permanence à toute l'humanité. C'est en raison de ce salut qui est en eux par la grâce de Dieu, qu'apparaissent de temps à autre des manifestations humaines qui nous redonnent la foi en Dieu et l'espérance du Royaume. Une femme tient sur ses jambes, comme une Pietà, son fils de quinze ans tué par la police; c'est son unique enfant, celui qui allait lui chercher dans le dépotoir de la ville ce dont elle avait besoin pour vivre; elle est désespérée et ne pleure plus parce qu'elle n'a plus de larmes; mais sa peine est profonde. Je lui demande: «Avez-vous encore foi en Dieu?». Et elle lève ses yeux vers moi, d'un regard inoubliable, plein de ce qui doit être le divin en sa tendresse: «Comment puis-je douter de Dieu qui est mon père? À quoi puis-je m'attacher si ce n'est Dieu

et si je ne me sens dans ses mains?»

Dieu est tellement réel et tellement présent que le malheur le plus cruel ne peut ternir cette foi. Marx s'est trompé. À ce niveau ultime, la foi n'est pas opium, mais libération limpide, c'est la lumière qui rosse les ténèbres et assure la vie sur la mort cherchée par désespoir ou venue par initiation. Cette situation nous fait comprendre la vérité de l'évangile de Jésus: «Bienheureux les pauvres, c'est à vous le Royaume!» Le Royaume est à vous car Dieu est Dieu de la vie, de la tendresse des injustement massacrés. Malgré toutes vos misères sociales et morales, c'est pour vous qu'existe le Royaume où il y a vie, liberté et abondance de tout ce dont la vie a besoin. Seulement de cette façon l'évangile est-il la bonne nouvelle. Sinon, ce serait une leçon de morale comme celle des sages et des pieux. Seulement de cette façon peut-on surmonter radicalement le pharisaïsme des bonnes œuvres, du Dieu qui n'aime que les bons et qui n'aime pas, comme le dit Luc, «les ingrats et les méchants».

Ciel des exclus

Et nous nous rendons compte comment presque toutes les églises n'ont pas encore appris cette leçon et, sur ce point, sont donc restées dans la synagogue. La condition pour apprendre cette bonne nouvelle c'est donc de plonger sans retour dans l'enfer des opprimés. Là peut-on découvrir le ciel du Dieu de Jésus-Christ. Et celui-là est le seul ciel qui vaut la peine, parce qu'il inclut tous ceux que nous excluons.

Le théologien ou l'agent de pastorale qui prend les méandres de la vie des appauvris doit être disposé à vivre un dépouillement total. Jamais plus il ne pourra avoir des temps réguliers; il devra renoncer à ses repos usuels, car les pauvres ne se reposent pas et leurs problèmes ne dépendent pas de nos horaires. Il ne renoncera pas à penser, car penser est une habitude de l'entendement et un aiguillon de l'esprit. Mais il réduira au temps possible sa production littéraire. Il se sent appelé à vivre la charité dans toute son amplitude et moins l'intelligence de la foi dans sa formulation théologique.

Ce n'est pas à tort que les théologiens de la libération écrivent de moins en moins. Par leur identification avec les pauvres, l'assomption de leurs vies et de leurs luttes, les théologiens deviennent leurs compagnons dans tous les moments cruciaux. Et ils vivent de moments cruciaux. Souvent, quand nous avons le temps d'ordonner nos pensées, de les écrire, nous sommes tellement fatigués et déchirés que nous n'avons pas les conditions psychologiques et humaines pour faire face à cette tâche-là.

Merci à Charlemagne pour nous avoir communiqué ses passions

Montréal, le 19 août 1988

Chers ami-e-s solidaires du Comité,

Les vacances tirent à leur fin. Nous espérons qu'elles auront été pour tous et toutes très refaisantes et que c'est en grande forme que nous reprenons le travail et les engagements.

Au début des vacances, le **Comité Chrétien** a été secoué par une nouvelle que nous nous excusons de vous communiquer si tard : notre coordonnateur **Charlemagne Ouellet**, nous annonçait son départ... Il travaillera désormais à **Développement et Paix** continuant ainsi à oeuvrer dans la même ligne de solidarité avec l'Amérique latine. Tous ceux et celles qui ont connu Charlemagne pendant les trois ans qu'il a été avec nous comprennent que c'est avec regret que nous le voyons partir. Nous le remercions de tout coeur pour la tâche accomplie au sein du Comité. Nous n'oublierons pas avec quelle ardeur il a contribué à l'organisation annuelle de la Marche-Célébration Romero dans la **coalition Romero**.

Il s'agissait d'assurer au Comité une continuité dans la coordination. Nous nous sommes donc mis à la tâche. Nous sommes heureux-ses de vous annoncer que c'est **Jean Robitaille** qui, depuis le 16 août, occupe le poste de coordonnateur. Jean est déjà bien connu dans les milieux d'action catholique et de solidarité. Il nous arrive du **MECQ** où il a assumé des responsabilités tant au plan local que national et a derrière lui une bonne connaissance de la problématique sociale d'ici et des pays en voie de développement. Nous lui disons notre joie de l'accueillir ainsi que notre appui et notre confiance.

Le Conseil d'administration,

Clotilde Lemay
présidente

Un au-revoir de Charlemagne

Au moment de quitter le Comité chrétien pour travailler dorénavant au sein de l'équipe de Développement et Paix, comme "chargé de projets" pour l'Equateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili, je ne peux m'empêcher d'emporter avec moi le souvenir d'une foule de personnes qui constituent le tissu vivant du Comité chrétien.

Peut-être en commençant par celles et ceux qui se trouvent en ce moment au loin. Je pense ici à Jacques Grenier au Japon, Grace LeBlanc au Brésil, Bernard Duquette au Pérou, Gilio Brunelli au Brésil, Denis Fontaine au Guatemala, Françoise Fournier au Honduras.

Je pense à celles et ceux, quatre-vingt en tout, que nous connaissons surtout de nom et qui - sans se connaître nécessairement entre eux - partagent le même engagement au sein du Réseau d'Urgence.

Je pense aux différentes équipes de travail :

- le Groupe de travail sur le Honduras (Denise Caron, Adriana Levasseur, Marisol Sosa et des collaborateurs/trices).

- Les membres du projet de Solidarité avec l'Eglise d'Amérique centrale (Denise Caron Maureen Thompson, Laima Pawlovski, Hélène Hébert, Laurie Gallant).

- L'Equipe du bulletin Caminando (Nicole Leduc, Aline Sarrazin, Madeleine Perreault, Denise Caron) et les centaines de lecteurs.

Je pense à la fidélité des membres du Conseil d'administration qui assurent la continuité du Comité : Clotilde Lemay, Jean-Guy Casaubon, Marilyn Hébert, Hervé Caron et Denise Girard.

Je pense à la vingtaine de communautés qui ont accepté de supporter le Comité en tant que "Membres visibles".

J'admire la Communauté "Oscar Romero" de réfugié-e-s centre-américains qui accepte d'adapter son pas aux toujours possibles lenteurs de nos prises de conscience.

J'ai toujours en mémoire le 'souffle' reçu au Brésil, à la Septième rencontre internationale du Secrétariat international de solidarité chrétienne avec l'Amérique latine avec lequel nous sommes en communion.

Je suis impressionné par la détermination des neuf et bientôt onze organismes et mouvements qui forment la "coalition Romero", instigateurs des démarches éducatives préparatoires à la marche et célébration annuelles Romero.

Il me semble que le jour n'est pas si loin où - chrétiens et chrétiennes - nous voudrions nous donner un nouvel outil correspondant à cette nouvelle étape du développement de notre solidarité dans "la défense de la vie menacée".

C'est pour tout cela que je considère qu'il m'a été donné comme un privilège de pouvoir travailler avec tous ceux et celles que j'ai mentionnés.

Bonne route enfin à Jean Robitaille qui a accepté notre invitation à prendre la relève et à mettre son expérience au service du Comité pour qu'il progresse vers sa pleine maturité.

A toutes et tous, "HASTA SIEMPRE" !

Charlemagne OUELLET
Montréal, le 21 juillet 1988

Second retour massif de réfugiés au Salvador

par Carlos Osorio

Après une journée d'attente, 1557 réfugiés salvadoriens sont finalement rentrés au Salvador dans la journée de dimanche (14 août).

Provenant des camps du Honduras, ils avaient été bloqués à la frontière salvadorienne cette semaine alors qu'ils retournaient dans leur pays. En même temps un déploiement militaire important se produisait dans la région où ces réfugiés doivent s'installer.

C'est le 13 août que les autorités salvadoriennes avaient empêché l'entrée au Salvador d'une caravane de 20 autobus transportant les 1 557 réfugiés salvadoriens provenant du camp de Mesa Grande, au Honduras.

Le groupe est arrivé aux alentours de midi, heure locale, au poste frontière El Poy, dans la province de Chalatenango, à une centaine de kilomètres de la capitale. Malgré des déclarations du gouvernement de Napoleon Duarte en faveur du rapatriement des réfugiés, ces derniers n'avaient pu entrer au Salvador à la suite de pressions gouvernementales pour empêcher l'entrée de la délégation de 35 religieux américains qui les accompagnaient.

Les réfugiés, en majorité des enfants de moins de 12 ans, exigeaient que l'accès au pays soit accordé aux religieux américains pour qu'ils les protègent contre les opérations de l'armée qui, depuis le 12 août, occupe les deux villages que s'approprient à repeupler les réfugiés: Teocinte et San Antonio Los Ranchos.

Finalement 15 des accompagnateurs se sont vus obligés de demeurer au Honduras sous la pression de l'armée.

Des effectifs de la police nationale et de l'armée s'étaient mobilisés le 13 août dans la ville de Chalatenango et avaient pris position aux abords des deux localités choisies par les réfugiés dans la province de Chalatenango.

De plus, l'armée mène depuis plus de trois semaines une vaste opération de contre-insurrections dans cette province. Le 11, le ministre de la Défense, le général Eugenio Vides Casanova, déclarait que l'armée ne ferait rien pour empêcher le retour des réfugiés, mais précisait qu'elle ne cesserait pas pour autant les opérations militaires lancées dans la région.

De même, le 12 août, en territoire salvadorien, à quelque 40 kilomètres au nord de la capitale, l'armée avait retenu un groupe de 29 autobus où voyageaient les familles des réfugiés et des membres d'organisations humanitaires et syndicales du pays qui se rendaient à la frontière pour y accueillir les rapatriés. Vingt-deux véhicules de l'église catholique qui apportaient des aliments et du matériel de construction étaient aussi retenus à cette occasion.

Durant son homélie dominicale du 14 août, Mgr Rivera y Damas indiquait que l'église catholique avait envoyé une délégation à la frontière, qui tenterait de trouver une solution pour l'entrée des réfugiés. L'archevêque avait aussi demandé aux autorités de fournir toutes les facilités afin de régler ce problème.

Sous les auspices des Nation Unies

Ce second retour de réfugiés (un premier retour de 4500 réfugiés avait eu lieu en octobre dernier) se fait sous les auspices du Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Eglise catholique, et d'organisations humanitaires salvadoriennes et internationales.

Selon des représentants du HCR en Amérique centrale, le coût du retour de ce second groupe de réfugiés est de 150 000 dollars. Cela couvre les frais de transport, les frais d'alimentations pour dix jours, une aide en grains de base et un montant "symbolique" remis à chaque rapatrié pour l'aider à redémarrer son existence.

L'Eglise catholique a affirmé le 12 août, par la voix de l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, qu'elle porterait assistance aux nouveaux venus durant la première année.



**«De sa voix de prophète, il dénonça les idoles :
la richesse et l'exploitation de l'homme par l'homme»**

**Si vous êtes intéressé-e à participer à la préparation et à
l'organisation de la prochaine Marche-célébration Romero
qui aura lieu en mars 89, n'hésitez pas à contacter la Coalition
des organismes qui en est responsable.**

Comité d'organisation

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine • 387-2541
Centre de pastorale en milieu ouvrier (C.P.M.O.) • 527-8291
Développement et Paix régional de Montréal • 527-2407
L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (A.C.A.T.) • 933-2973
Social Justice Committee • 933-6797 □ L'Entraide Missionnaire • 270-6089
Jeunesse du Monde - Montréal • 271-5473 □ YMCA de Montréal • 849-5331
Communauté «Mgr Romero» de réfugié-e-s d'Amérique centrale • 932-7133

Sommaire

Brésil
**La violence
au quotidien**
2

Salvador-É.-U.
**Témoignage
d'une réfugiée**
5

Mexique
**Fraude
électorale**
8

Paraguay
**Liberté pour
le clergé**
9

Honduras
**Solidarisme :
un piège**
10

Théologie
**La petite
libération**
13

Du Comité
**Merci,
Charlemagne**
16

De Charlemagne
**Ce n'est qu'un
au revoir**
17

**ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS !**

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____ Date _____

Abonnement au *Caminando* (5 numéros par année)

Au Canada : 10 \$ À l'étranger : 12 \$ _____ \$

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Ont collaboré à ce numéro : Madeleine Perreault, Aline Sarrazin, Henriette Campbell, Antonin Campbell, Nicole Leduc, Clara Pires, Denise Caron, Clotilde Lemay, Charlemagne Ouellet et Jean Robitaille.

*** À noter que vous trouverez inséré gratuitement dans ce numéro la traduction française du bulletin *Cartas a las iglesias*. Nous espérons que vous l'apprécierez et que vous vous y abonnerez.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.